L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE EN AFRIQUE : QUI EN PROFITE ?

Est ce que la France aide les Africains ?

- À faire reculer la pauvreté ?
- À accéder à la souveraineté alimentaire ?
- À entretenir des rapports humains équitables ?
- À se donner les moyens de se passer de l'aide ?

Après 50 ans d'aide publique, les Africains sont encore plus pauvres !

L'Afrique subsaharienne s'est appauvrie par rapport au reste du monde

- En 1990 15 % des pauvres étaient africains, ils sont 34,1 % en 2010

SURVIE

ENSEMBLE CONTRE LA FRANÇAFRIQUE

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT FRANCAISE, C'EST QUOI ?

L'aide publique française est majoritairement bilatérale, c'est-à-dire de pays à pays (57% en 2015), le restant passant par des institutions internationales (ONU, Banque Mondiale, Union européenne, Fonds mondial de lutte contre le sida, etc.).
En 2015, elle était de 8,1 milliards d'euros, dont plus du tiers pour l'Afrique subsaharienne.

Les 16 pays prioritaires de l'aide française sont des pays africains, dont 14 anciennes colonies.

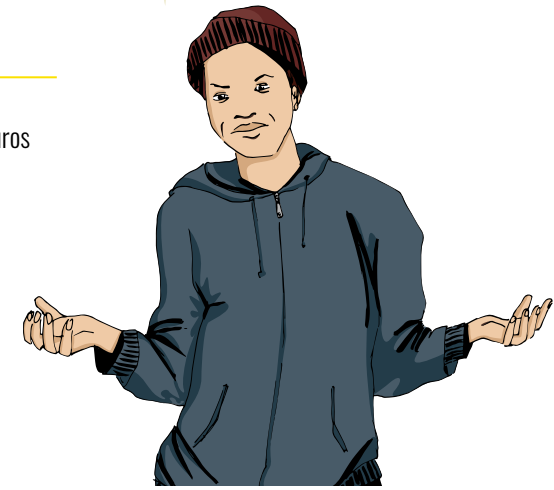
Un mélange de dons, de prêts et d'allègements de dette. Une grande partie de l'aide est en réalité un prêt qui vient alourdir la fardeau de la dette. Quelle hypocrisie !

C'est un fourre tout inextricable dans lequel la France comptabilise par exemple :
› les programmes en faveur de l'éducation, de la santé
Mais aussi
› les frais d'accueil des réfugiés en France ;
› les dépenses pour le rayonnement culturel et la promotion du français ;

L'Agence Française de Développement (AFD), placée sous la tutelle du gouvernement, a en charge la majorité des programmes d'aide publique. Elle fonctionne comme une banque. C'est bien une agence de développement, mais orientée vers les intérêts directs et indirects de la France... et ceux de ses entreprises.

L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, UN OUTIL AU SERVICE DES INTÉRÊTS FRANÇAIS

EN TANT QUE FRANÇAIS, JE NE VEUX PAS ÊTRE COMPLICE



L'AIDE PUBLIQUE, UNE SUBVENTION DÉGUISÉE AUX ENTREPRISES FRANÇAISES

Exemple : Grâce à l'aide, le Mali finance des travaux d'infrastructures au nord du pays.
Travaux confiés en 2014 à des entreprises françaises du BTP (Thales et Razel-Bec) pour 34,7 millions d'euros suite à 5 contrats accordés sans appel d'offre. Après l'intervention militaire française au Mali, la France a cherché à optimiser « le taux de retour », selon l'expression du Quai d'Orsay.

« PRODUISONS CE QUE NOUS CONSOMMONS ET CONSOMMONS CE QUE NOUS PRODUISONS ! »
– T. SANKARA

FAIRE QUE LES AFRICAINS PENSENT ET CONSOMMENT FRANÇAIS GRÂCE À L'AIDE PUBLIQUE

L'aide publique finance le renforcement de l'influence française. Par exemple :

› TV5 Monde est une télévision francophone financée à 66 % par l'aide publique.

› 127 Alliances françaises et des Instituts français visent à faire rayonner la culture française

La culture au service des affaires :

La diffusion de la culture française permet de valoriser le mode de vie français et de susciter le désir de produits français.

« Plus un pays a de francophones, plus il achète français » (J. Attali 2014)
De quoi aiguiser l'appétit des entreprises françaises !

UTILISER L'AIDE PUBLIQUE POUR EXPORTER LE MODÈLE FRANÇAIS

Des experts français, payés sur les fonds de l'aide, contribuent de fait à imposer les normes françaises. Par exemple :

› **« OHADA »** (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) : créée en 1993 à l'initiative de la France, elle promeut le droit français dans 16 pays en majorité francophones.

› L'agence **« Expertise France »** est un vivier de 10 000 experts pour *« favoriser un écosystème favorable aux intérêts français »* selon Laurent Fabius.

Si les normes de référence sont françaises, cela renforce les chances des entreprises françaises face aux concurrents pour décrocher des marchés.

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT OUTIL DE TUTELLE ET DE DÉPENDANCE

L'AIDE PUBLIQUE CONTRIBUE À L'ENDETTEMENT

L'aide publique ne se compose pas seulement de dons.

En 2015, les prêts ont représenté 20 % de l'aide publique française pour l'Afrique subsaharienne. Le cumul des prêts et de leurs intérêts gonfle la dette des pays « bénéficiaires » et enrichit les banques françaises.

En 2015, sur le continent africain, la dette par habitant variait de 92 $ pour les pays les moins endettés à 9 484 $ pour les pays plus endettés. Une dette énorme et illégitime pour des populations qui vivent souvent sous le seuil de pauvreté et à qui l'endettement n'a rien apporté.

Comme les prêts sont souvent contractés par des gouvernants illégitimes et corrompus, ils ne servent pas à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Par exemple, la dette du Burkina Faso a augmenté de 78 % entre 2000 et 2013. Une dette du régime dictatorial de Blaise Compaoré, pas du peuple burkinabè ; pourtant c'est le peuple qui devra payer.

L'AIDE, UN OUTIL DE CHANTAGE

Exemple de la NASAN :

La Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition est créée en 2012 à l'initiative du G8.

La NASAN, c'est 9 milliards d'euros qui seront investis dans le secteur agricole par les entreprises (Cargill, Monsanto, Nestlé...) et les États membres du G8 (dont la France sur les fonds de l'aide publique).

Règle du jeu : seuls les pays africains qui font « des cadeaux » aux investisseurs privés internationaux (exonération fiscale, douanière...) pourront recevoir les fonds de la NASAN.

L'aide publique, via l'orientation de ses fonds, contribue à imposer un modèle agricole basé sur l'agro-business (cultures d'exportation, OGM, intrants chimiques...).

L'AIDE POUR LA « GRANDEUR DE LA FRANCE »

La France représente 1 % de la population mondiale, mais son influence internationale est sans commune mesure avec son poids démographique.

Grâce à l'aide et via l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), la France mène auprès de ses ex-colonies une réelle « diplomatie d'influence ». Elle peut « inciter » les pays africains francophones à voter comme elle au Conseil de sécurité de l'ONU.

Jusqu'à quand allons-nous accepter d'asservir d'autres pays, au motif de rester une grande puissance ?

« La main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit »

L'arrivée d'importants flux d'argent de l'aide publique modifie en profondeur les sociétés africaines.

- Soumission des économies africaines aux règles du marché mondial établies par les puissances occidentales.
- Perte progressive des identités culturelles des Africains au profit de celle du donateur.
- Le modèle occidental s'impose comme le modèle unique du développement.
- L'aide permet à des puissances étrangères de corrompre les élites locales : pas de corrompus sans corrupteurs.
- L'initiative locale risque d'être découragée par l'arrivée de flux financier de l'extérieur.
- Une catégorie sociale qui vit « par » et « pour » l'aide a fini par émerger, entretenant la dépendance.

AVANT D'AIDER, CESSONS DE NUIRE

LES ACCORDS DE LIBRE ÉCHANGE (APE) DIMINUENT LES RECETTES FISCALES DES ÉTATS AFRICAINS

L'Union Européenne (et donc la France) va imposer aux États d'Afrique de supprimer 75 % des droits de douane sur les importations venant de l'Union. Résultat : moins de recettes fiscales et ruine des paysans dont les produits ne peuvent concurrencer les produits européens peu chers et subventionnés.

DES RESSOURCES NATURELLES QUI NE PROFITENT PAS AUX AFRICAINS

Exemple : après 40 ans d'exploitation de l'uranium par Areva, le Niger est le pays le plus pauvre du monde. Grâce à l'uranium du Niger, les Français peuvent s'éclairer mais 90 % des Nigériens n'ont pas accès à l'électricité.

DES PROFITS EXORBITANTS AU DÉTRIMENT DES PEUPLES

Corruption, passe-droits et paradis fiscaux permettent aux entreprises françaises de ne pas payer les taxes et impôts qu'elles devraient payer aux États africains pour financer leurs politiques publiques.

PRÉSENCE MILITAIRE POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS FRANÇAIS : STRATÉGIQUES, POLITIQUES, ÉCONOMIQUES

En juillet 2014, 8 700 militaires français sont encore en Afrique (République Centrafricaine, Djibouti, Mali, Tchad, Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal, Golfe de Guinée, Somalie).

SOUTIEN AUX DICTATEURS

Exemple : en 2011, en plein soulèvement du peuple tunisien, la France propose au dictateur Ben Ali son savoir-faire pour réprimer le mouvement. Aujourd'hui encore, en partie sur les fonds de l'aide publique, la France forme les forces de l'ordre de dictatures (Cameroun, Gabon...).

TUTELLE FINANCIÈRE DE LA FRANCE SUR SES EX-COLONIES

Le franc CFA, hérité de la période coloniale, permet à la France de contrôler la politique monétaire de 14 pays africains (135 millions d'habitants). Selon les pays, 50 à 65 % des réserves de change doivent être déposés au Trésor Public français.

CE QUE NOUS VOULONS

- **Un cadre juridique et législatif pour les activités économiques, permettant la fin du pillage des ressources et la transparence économique et fiscale**
- **Annuler la dette**
- **Mettre fin aux nuisances qui freinent l'émancipation des anciennes colonies françaises, notamment la fin de l'interventionnisme militaire et le retrait progressif de l'armée française d'Afrique**
- **Une diplomatie qui soutienne les peuples et le respect des droits humains**

EN TANT QUE CITOYENS, NOUS POUVONS AGIR

› **S'informer et relayer** pour mieux déconstruire le système de domination économique de l'Afrique.

› **Interpeller** nos responsables politiques pour faire évoluer les pratiques et les relations entre la France et l'Afrique.

› **Développer** la curiosité, les échanges culturels et d'autres solidarités entre les peuples.

À LIRE

› *En finir avec la dépendance à l'aide,* de Yash Tandon CETIM – 2009

› *Aide au développement – Efficace, neutre, désintéressée ?* CETIM – nov. 2009

› *Le Petit Guide de la Françafrique,* Survie – 2015

POUR EN SAVOIR PLUS : **WWW.SURVIE.ORG**

Survie est une association indépendante et non partisane. Elle est ouverte à tous.

› Abonnez-vous au mensuel « Billets d'Afrique et d'ailleurs »

› Adhérez et rejoignez un groupe local

› Suivez Survie :

facebook.com/surviefrance/ @Survie

Survie — 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil — contact@survie.org

© Survie 2016 – Illustrations : Gwenaël Adam